

Questions orales

Si le Conseil du Trésor peut également fournir des renseignements supplémentaires au député, quand les prévisions budgétaires seront présentées, je serai certainement très heureux de lui fournir l'aide voulue et je suis sûr que mon collègue nous communiquera volontiers ces renseignements. Pour l'instant, les fonctionnaires du Conseil du Trésor revoient ces rapports avec chaque ministère concerné.

M. MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il dire pourquoi on a jugé nécessaire de tenir secrets ces rapports annuels? Les employés de la Fonction publique et le public en général témoignent un intérêt réel à l'égard de l'orientation que le gouvernement fédéral est à même de fournir dans ce domaine, et ils s'en inquiètent. Le ministre peut-il s'engager fermement à faire publier ces rapports? Il ne montre pas de réticence en général à faire connaître ces programmes d'action ou à faire des déclarations publiques.

Nous fournira-t-il ces renseignements, spécialement après les remarques désinvoltes de ses collègues et notamment du premier ministre, du ministre des Finances et du ministre de l'Emploi et de l'Immigration qui ont fait comprendre que les femmes constituaient un élément marginal de la population active, et que leur importance était secondaire? Qu'est-ce que compte faire le ministre pour redresser le tort que ce ministre fait ainsi aux femmes de notre pays?

M. Lalonde: Monsieur l'Orateur, la déclaration du député au sujet de mes trois collègues ne pouvait pas faire plus de tort non seulement aux femmes du pays, mais à la cause des femmes en général et à la cause de l'honnêteté en politique.

Des voix: Bravo!

M. Lalonde: Je mets au défi le député de citer un seul cas où un de mes trois collègues a fait une déclaration comme celle dont il parle. J'espère qu'il cessera de colporter de telles médisances car je crois que c'est un honnête homme.

Pour ce qui est de sa question, le député sait que ces documents ne relèvent pas de mes services. Je me ferai un plaisir d'en parler avec mes collègues. Je crois qu'il faudrait en effet étudier la question plus à fond et je veillerai, si possible, à ce que ces documents soient déposés ou communiqués à un comité parlementaire quand le secrétaire du Conseil du Trésor comparaitra. Je vais étudier la question.

* * *

L'INDUSTRIE**LA CONSTRUCTION DE CALES SÈCHES FLOTTANTES**

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Je la pose parce qu'il est de plus en plus urgent de régler le problème de la construction de bassins de radoub flottants sur la côte est et la côte ouest. Comme il y a un acheteur éventuel, la province de Nouvelle-Écosse ou une compagnie de navigation canadienne et que cette vente suscite encore des incertitudes, le ministre ou son collègue peut-il nous

[M. Lalonde.]

dire où en sont les projets du gouvernement ou la position de son ministère à l'égard du remplacement des docks flottants, surtout à Halifax, mais aussi sur la côte ouest.

L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai déjà dit, mon ministère étudie actuellement comment il peut le mieux favoriser l'expansion des bassins de radoub petits et grands sur la côte est et je ne pense pas pouvoir faire de commentaires avant la fin de cette étude.

M. Forrestall: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse également au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le gouvernement étudie la question depuis trois ou quatre ans. Comme il y a urgence, le ministre peut-il nous dire quand il s'attend à recevoir ce rapport et, quand il l'aura reçu quand il pense prendre une décision? Je pose la question car il y a 1,400 emplois en jeu au port de Halifax.

M. Horner: Monsieur l'Orateur, je m'attends à recevoir ce rapport très bientôt et quand je l'aurai reçu, je pense pouvoir prendre une décision rapidement.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LE RAPPORT SUR LA CONFÉRENCE DE RAPPEL DE BELGRADE SUR L'ACTE FINAL D'HELSINKI**

L'hon. Stanley Haidasz (Parkdale): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures quand nous pouvons nous attendre à recevoir un rapport détaillé sur la conférence de rappel de Belgrade sur l'Acte final d'Helsinki.

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, il m'est difficile de donner une date précise, mais les réunions devraient prendre fin dans les prochains jours, quoique ce n'est pas du tout certain. Une fois la conférence terminée, nous tenterons de préparer le plus rapidement possible un rapport détaillé que je serai heureux de communiquer au député de la manière qui conviendra le mieux.

* * *

LE NORD CANADIEN**L'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR L'AVENIR CONSTITUTIONNEL DU YUKON**

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord à la suite de l'article paru ce matin dans le *Globe and Mail*, selon lequel le ministre aurait proposé en secret au comité exécutif du gouvernement territorial du Yukon et au Conseil des Indiens du Yukon de créer une commission d'enquête publique chargée de se pencher sur l'avenir constitutionnel du Yukon.